

Conjoncture

2014, année sous haute tension

● Le Haut-commissariat au plan a actualisé ses prévisions sur la situation macro-économique du pays et ses évolutions pour l'année en cours. Face à la baisse de régime du secteur primaire, le département de Lahlimi s'attend à ce que les activités non-agricoles prennent le relais. Dans tous les cas, la croissance ne serait pas au rendez-vous avec un taux attendu de 2,4% en 2014.

Le Haut-commissariat au plan vient de livrer le budget économique prévisionnel 2014. Un document riche en informations qui donne une estimation de la croissance de l'économie nationale en 2013 et des perspectives économiques de 2014, ainsi que leurs effets sur les équilibres macroéconomiques internes et externes du pays. Pour y arriver, les équipes de Ahmed Lahlimi Alami ont passé au peigne fin toutes données concernant l'environnement national et international. Voici sous quels auspices évoluera l'économie du royaume en 2014.

VENT FAVORABLE

Les nouvelles tendances caractérisant l'environnement international apportent de bonnes nouvelles pour le royaume. Les principales hypothèses retenues par le HCP portent sur une hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 4,7% au lieu de 1,6% en 2013, et une tendance baissière des cours des matières premières sur les marchés internationaux. Ainsi, le cours moyen du pétrole passerait de 104,1\$/baril en 2013 à 103,8 en 2014 et l'indice des prix des ma-

tières premières non énergétiques serait marqué par un nouveau recul de l'ordre de 4,2% après celui de 1,5% en 2013. De son côté, la parité de la monnaie européenne, l'euro, par rapport au dollar serait maintenue à 1,33.

CROISSANCE EN BERNE

Le département d'Ahmed Lahlimi Alami affiche des prévisions de croissance pessimistes pour l'année en cours. L'économie nationale devrait ainsi s'accroître d'à peine 2,4% en volume au lieu de 4,4% en 2013 et créerait près de 60.000 postes d'emplois en 2014. Dans ces conditions, le taux de chômage attendu grimperait à 9,8% au niveau national en 2014 contre 9,1% en 2013. Dans le détail, le secteur primaire, quant à lui, devrait connaître une baisse de sa valeur ajoutée de 3,9% sur la base d'une production céréalière moyenne de 70 millions de quintaux par rapport à 97 millions de quintaux en 2013. En revanche, les activités non-agricoles devraient « reprendre du poil de la bête ». Leur croissance devrait être de 3,6% au lieu de 2% en 2013. Elle reste néanmoins inférieure à la moyenne d'environ 4,6% enregistrée durant la période 2010-2012.



Le HCP estime que la demande intérieure continuerait à constituer le moteur de la croissance économique en 2014 en y contribuant par 2,6 points, au lieu de 2,8 points en 2013.

La demande intérieure toujours Comme à l'accoutumée, la demande intérieure continuerait de constituer le moteur de la croissance économique en 2014 en y contribuant par 2,6 points, au lieu de 2,8 points en 2013. Quant à la demande extérieure, sa contribution à la croissance du PIB serait négative de l'ordre de 0,1 point cette année, après avoir contribué positivement de 1,6 point en 2013. Dans ce cadre, la consommation des ménages s'accroîtrait de 2,5% en volume, malgré une maîtrise de l'inflation à 1,9%. Sa contribution à la croissance du PIB serait de 1,5 point au lieu de 2,1 points en 2013. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait au rythme de 3,2%, contribuant de 0,6 point à la croissance du PIB. Quant à l'investissement brut, il s'accroîtrait de 1,4% en volume et sa contribution à la croissance serait de 0,5 point contre une contribution négative de 0,3 point en 2013.

ÉPARGNE, UN MATELAS INSUFFISANT !

L'épargne nationale devrait se maintenir à 26,2% du PIB en 2014, profitant des revenus nets en provenance du reste du

monde, constitués en grande partie des transferts des Marocains résidant à l'étranger et des transferts publics, en particulier ceux reçus des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui devraient représenter 6,1% du PIB, contre 4,9% en 2013 et compte tenu d'un taux d'investissement brut prévu à 34,1% du PIB, le compte épargne-investissement dégagerait un déficit de 7,9% du PIB, après avoir été de 8,1% en 2013. Ce besoin de financement devrait être couvert par les IDE et le recours à l'emprunt extérieur. Sur la base d'une hypothèse d'accroissement des IDE de 10% et compte non tenu de transferts courants exceptionnels, le recours à l'emprunt extérieur permettrait de couvrir 47% de ce besoin.

LA DETTE PUBLIQUE FLAMBE

Dans ce cadre, la dette publique extérieure atteindrait 30,7% du PIB en 2014 au lieu de 28% en 2013 (280 MMDH au lieu de 245 MMDH en 2013). Par ailleurs, la persistance du recours intensif au financement intérieur porterait la dette publique globale du Maroc à 83,7% du PIB en 2014 au lieu de 77,4% en 2013 (766 MMDH au lieu de 678 MMDH en 2013). Une situation qui aurait résulté du déficit du Trésor, qui serait de 5,7% du PIB en 2014 (53 MMDH). Dans ce cadre, les créances sur l'administration centrale s'accroîtraient de 21%. Pour leur part, les créances à l'économie devraient s'accroître de 3,8% en 2014, au lieu de 3% en 2013, reflétant le problème d'assèchement de liquidités que continuerait à connaître le marché monétaire.

PAR T.H

2013, pas si mal...

Enfin l'économie du royaume a bien tiré son épingle du jeu l'année précédente. Selon le HCP, le produit intérieur brut (PIB) se serait accru de 4,4% en 2013, au lieu de 2,7% l'année d'avant et aurait créé près de 84.000 emplois nets. Dans ces conditions, le taux de chômage attendu serait de l'ordre de 9,1% au niveau national en 2013 contre 8,2% une année auparavant. Dans le détail, la récession de l'activité économique dans la zone euro aurait continué d'affecter l'économie nationale en 2013. Ainsi, la demande mondiale adressée au Maroc aurait augmenté de 1,6%. Le secteur primaire aurait enregistré une forte hausse de sa valeur ajoutée de 20,4%, suite à l'accroissement de la production des cultures céréalières de 86,5% par rapport à 2012, et aux bons résultats des autres cultures non céréalières, de l'élevage et de la pêche maritime. Les activités non agricoles auraient enregistré une baisse de leur rythme de croissance à 2%, au lieu de 4,3% en 2012 et de 5% en moyenne durant la décennie 2000.